

Labyrinthe

Labyrinthe

23 | 2006 (1)

Quatre chercheurs de l'étranger

Bruno Amable et Stefano Palombarini, *L'économie n'est pas une science morale*

Paris, Raisons d'Agir Éditions, « Cours et travaux », 2005, 288 p., 9 €.

Arnault Skornicki



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/1171>

DOI : [10.4000/labyrinthe.1171](https://doi.org/10.4000/labyrinthe.1171)

ISSN : 1950-6031

Éditeur

Hermann

Édition imprimée

Date de publication : 15 janvier 2006

ISBN : 2-9526131-0-9

Référence électronique

Arnault Skornicki, « Bruno Amable et Stefano Palombarini, *L'économie n'est pas une science morale* », *Labyrinthe* [En ligne], 23 | 2006 (1), mis en ligne le 24 juillet 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/1171> ; DOI : [10.4000/labyrinthe.1171](https://doi.org/10.4000/labyrinthe.1171)

Propriété intellectuelle

L'économie n'est pas une science morale de Bruno Amable et Stefano Palombarini*

Arnault SKORNICKI
askornicki@yahoo.fr

La sociologie critique n'a pas toujours bonne presse dans le monde intellectuel, sciences sociales comprises, soupçonnée qu'elle est de faire de l'agit-prop partisane (comme en témoignerait l'activisme politique du dernier Bourdieu), ou de prendre les acteurs sociaux pour des idiots culturels incapables de réfléchir au sens de leur propre expérience et dont seul le savant informé serait à même de dévoiler les ressorts secrets. Pis, elle serait coupable d'un fâcheux économisme qu'elle impute pourtant à d'autres, en érigeant l'intérêt en fondement de son anthropologie, quand le don, le désintéressement ou la générosité sont aussi le propre d'êtres dont la moindre caractéristique n'est pas la moralité. Songeons à l'*économie des grandeurs* modélisée par Boltanski et Thévenot, qui mettent en accusation la sociologie critique pour son incapacité à prendre au sérieux le dire des acteurs, réduits à des jouets inconscients des structures qui les agissent. Alors que leur « sociologie morale et politique », sociologie *de* la dénonciation et *de* la critique plutôt que sociologie critique, loin de se faire le voile sordide des intérêts privés, est attentive aux motifs moraux avancés par les individus autant qu'à leur capacité critique propre dont ne peut se prévaloir le seul savant. Il est vrai qu'un fameux économiste comme A. O. Hirschman avait déjà insisté sur la compétence des acteurs à hiérarchiser leurs valeurs et préférences entre action publique et bonheur privé ; et il plaidait lui aussi pour une économie en forme de « science morale et politique », reprenant ainsi la vieille qualification des Lumières institutionnalisée par le Consulat. Il est vrai aussi que les déclins conjugués du marxisme et du structuralisme (accusés de nier le Sujet et sa liberté) avaient tout pour favoriser un air du temps marqué par le « retour du sens », de l'acteur et de l'individualisme méthodologique, et d'une philosophie politique soucieuse du « bien commun »

* Paris, Raisons d'Agir Éditions, « Cours et travaux », 2005, 288 p., 9 €.

(Rawls), capable de «moraliser» une économie que le néo-libéralisme triomphant avait séparé de l'éthique. Résolument hostiles à ce moralisme qui sévit dans une frange des sciences sociales, les économistes Bruno Amable et Stefano Palombarini, dans ce petit ouvrage de combat à l'argumentation serrée, publié dans la maison fondée par Pierre Bourdieu, et dont le titre fait pendant à celui d'A. Sen (*L'économie est une science morale*) concentrent leur attaque contre une tendance de l'économie politique certes minoritaire sur le plan académique, mais qui leur paraît en constituer l'aboutissement : l'«économie des conventions» (notée «EC» par les auteurs), illustrée notamment par les travaux d'O. Favereau, F. Eymard-Duvernay, R. Salais ou L. Thévenot.

La première partie de l'ouvrage est une exposition-démolition de l'EC, mettant systématiquement en contradiction la théorie avec elle-même, à la manière de l'*elenchus* socratique. En se penchant vers le micro et les processus de coordination interindividuelle (avant d'opérer une remontée vers le macro), l'EC tente en effet d'intégrer les représentations des agents dans l'explication de leurs comportements, mais au prix de l'hypothèse forte selon laquelle «les agents acceptent comme légitime et ne contestent pas toute inégalité qui correspond à leur vision du bien» (p. 42). Cette vision morale de la société et de la dynamique économique se révèle incapable d'intégrer le conflit politique dans son analyse, comme si les institutions étaient le produit d'un accord moral des individus et non la cristallisation pérenne de rapports de pouvoir inégaux, comme si le changement institutionnel lui-même procédait d'une modification des intentions des acteurs indépendamment des déterminants économiques et sociaux. L'EC repose en effet sur trois piliers :

1. Remettre la pensée des acteurs au cœur de la théorie, en niant toute rupture entre la pensée savante-critique et celle des sujets engagés dans l'action (et en ce sens l'EC n'est pas loin d'une certaine forme d'idéologie démocratique selon laquelle toutes les opinions se valent) ;

2. les actions individuelles sont motivées par la promotion du bien commun, et non prioritairement par l'intérêt privé ;

3. il existe une pluralité des conceptions du bien commun, en vertu du modèle boltanskien des *cités*, ce qui pose le délicat (et insoluble) problème de l'*accord* entre ces diverses idées du bien, maillon le plus faible d'une théorie qui se targue de penser la concorde. En ce sens, l'EC se représente les acteurs tels qu'elle souhaiterait qu'ils soient, non tels qu'ils sont effectivement (ou plus probablement). Comme la théorie

orthodoxe, elle reproduit l'*illusion scolastique* qui consiste à imputer aux agents la vision du monde qui n'est guère que celle du chercheur, ce qui invite à confondre le positif et le normatif : dans un cas, la maximisation du profit et l'équilibre des prix par la libre concurrence, dans l'autre, l'optimisation du bien public et l'équilibre des valeurs par les vertus du dialogue et du droit. Les premiers dénoncent les « erreurs » techniques des dirigeants, quand les autres protestent contre l'injustice et les excès du capitalisme – plutôt qu'ils ne critiquent le capitalisme lui-même (songeons aux thèmes en vogue du capitalisme « éthique » ou « vertueux » proposé comme solution à ses « dérives », son « exubérance irrationnelle », notamment financière) : « Si l'*Homo aeconomicus* est intéressé et égoïste, l'*Homo conventionalis* se devra d'être moral » (p. 58). Au fond, le présupposé commun entre l'EC et la théorie standard n'est rien d'autre que la croyance en l'*intérêt général*, adossée à une représentation *consensuelle* de la société où le compromis prime sur le conflit, et où la politique est assimilée à un État conçu comme un acteur visant le bien public. La dénonciation morale d'un capitalisme financier qui aurait subverti la « bonne » hiérarchie des valeurs relative à la régulation fordiste, où le politique aurait conservé son autonomie par rapport à l'économique durant les Trente Glorieuses, ratifie paradoxalement la dénégation de la dimension politique de l'actuelle régulation néo-libérale, et sa vision idéologique d'une société composée d'espaces hétérogènes séparés (les « cités » marchande, industrielle, domestique, civique...). Par conséquent, « l'ambition de l'économie des conventions est de proposer un exact pendant à l'économie orthodoxe en respectant certains de ses postulats » (p. 22), si bien que cette théorie n'apparaît guère que comme le supplément d'âme du néo-libéralisme, une philosophie *morale* plutôt qu'une véritable économie *politique*, cette partie de la science sociale qui s'interdit de séparer le politique et l'économique et « étudie les rapports de détermination réciproque entre dynamique politique et dynamique économique » (p. 213).

Nos hétérodoxes dissidents se situent quant à eux dans le prolongement de l'École française de la régulation, cette riche théorie collective macro-économique dont ils critiquent cependant la dérive normative et les compromissions avec l'EC, et dont ils proposent une relève capable d'analyser l'actuel mode de régulation postfordiste. Ce dernier cumule faible croissance, fort chômage et aggravation des inégalités, mais, bien que « mauvais » – puisqu'il ne suscite pas le consensus –, n'en reste pas

moins le fruit d'un compromis politique et de rapports de pouvoir dissymétriques pérennes et durables : un mauvais équilibre, mais un équilibre quand même dont il s'agit de rendre raison. La deuxième partie introduit ainsi les fondements de philosophie politique du «néo-réalisme», ceux d'une économie politique machiavélienne sans «moraline», qui étudie la «vérité effective des choses» et fait du conflit, de la crise, non un moment d'exception qu'il conviendrait de neutraliser pour restaurer l'unité de la cité et la prévalence de «l'intérêt général», mais la matrice même de la stabilisation politique. Non, le *pouvoir* n'est pas le mal, l'intérêt, ce n'est pas si méchant, tous deux qualifient les rapports humains dans leur réalité plurielle et ne ressortissent nullement à une anthropologie pessimiste ou «réalisme», mais à un «néo-réalisme» qui évacue la question de la nature – bonne ou mauvaise, morale ou égoïste – de l'homme. Chaque homme s'efforce de persévérer dans son être, ce qui ne se réduit nullement à l'appât du gain ou à la *libido dominandi*, mais constitue l'élément de plasticité anthropologique se situant en deçà de l'opposition altruisme/égoïsme (cette réactualisation du spinozisme dans les sciences sociales connaît d'ailleurs un certain écho du côté des économistes, comme F. Lordon). Non, le *conflit* n'est pas un tort, c'est la conséquence nécessaire de la division du travail social et de la complexification de la société. Point n'était besoin cependant, de la part des auteurs, de consacrer à nouveau C. Schmitt comme marotte d'une certaine pensée de gauche «radicale», moins d'ailleurs à cause de ses positions politiques qu'en raison de son schème ami/ennemi d'analyse du politique, indésirable transposition du dualisme métaphysique sur le terrain politique quand les rapports de domination offrent un dégradé, une mobilité, voire une réversibilité autrement plus complexes.

En revanche, cette problématique machiavélienne pourrait être prolongée dans une problématisation de la *virtu* (esquissée par les auteurs à partir des *Discours sur la première décade de Tite-Live*) conçue non comme qualité éthique individuelle, mais comme produit politique de l'agencement institutionnel. Certes, «l'intérêt général» est une fiction, et singulièrement une fiction d'économistes qui tend à dépolitiser le social et l'hétérogénéité des groupes d'intérêt, mais une fiction peut avoir bien des effets surtout quand elle ne se limite pas à des savants reclus dans leur enceinte universitaire. Ainsi le souci du bien public dont font preuve bien des agents de l'État, comme des professionnels de la politique par ailleurs pleinement investis dans les enjeux propres à leur

L'économie n'est pas une science morale

champ, mais aussi des militants actifs, indique qu'ils ont en quelque sorte *intérêt à la vertu*, intérêt dont il convient de faire la genèse et qui doit être compris comme un mode de socialisation spécifique. L'esprit d'État, pour parler comme Bourdieu, l'*ethos* du fonctionnaire ne sont pas une simple mystification ou travestissement des intérêts des dominants derrière une rhétorique bureaucratique, ni même une simple traduction de compromis politique qui lui serait extérieure. À cet égard, ériger l'État en instance relativement autonome et supérieure d'arbitrage des attentes sociales contradictoires, qui répercuterait et stabiliserait les rapports de forces, n'est pas dénué de fondement, mais cette conception encore un peu utilitariste nous semble réifier ce *groupement social complexe, hiérarchisé et différencié* qu'on appelle l'État, groupe qui prétend dominer les autres groupes. Enfin, si cette lutte intellectuelle entre confrères peut paraître bien localisée et limitée eu égard à l'ampleur des enjeux, si elle assume une rupture avec le front commun de l'hétérodoxie contre l'adversaire néo-libéral qui se trouve paradoxalement relégué au second plan du livre, cela ne vient-il pas aussi confirmer que la fécondité de la discussion en sciences sociales s'ancre dans des conditions elles-mêmes non proprement scientifiques ? Et que la politique, dans un sens proche de celui défendu par nos vaillants hétérodoxes, se joue aussi au sein de l'arène académique.